

et, de cette façon, combattre l'intégration verticale à sa source. Ce qui importe pour l'agriculture de l'Ouest à l'heure actuelle, c'est de soutenir la ferme familiale, c'est-à-dire ceux qui habitent leur ferme et y travaillent les douze mois de l'année, et qui méritent notre appui, pour des raisons non seulement économiques mais sociales, et aussi dans l'intérêt de la restauration de l'agriculture sur le plan mondial.

Je répète que le gouvernement a fait ces deux dernières années, beaucoup pour cette industrie et que les cultivateurs de ma région l'apprécient. Ils sont reconnaissants de ce qu'on a annoncé au sujet des porcs. La seule chose que nous voudrions proposer, c'est d'effectuer le versement d'appoint pour les porcs selon le principe de la prime; autrement dit de ne pas verser d'appoint pour les porcs de la catégorie C. L'autre proposition que nous avançons, c'est de supprimer les prix minimums pour les porcs et de recourir au seul régime du versement d'appoint. Cela ne signifie pas qu'il faille adopter ce régime d'appoint pour tous les produits. En effet, pareil procédé annulerait l'objectif que vise le bill de stabilisation en supprimant la souplesse qui en est l'élément essentiel. Nous devons, dans les années à venir, jouer, sur le plan des relations internationales, un certain rôle dans la guerre froide économique. Cela motiverait l'achat par le gouvernement de certains produits qu'il pourrait faire tenir aux nations sous-développées ou mettre à la disposition d'une banque internationale des vivres.

Je le répète, nous savons fort bien tout ce qu'a fait d'autre le gouvernement, mais il arrive que nos amis de l'opposition aient besoin qu'on leur rafraîchisse un peu la mémoire, ceux notamment de l'opposition officielle, car nous nous rendons compte qu'ils sont loin d'être forts en ce moment sur l'agriculture de l'Ouest. Le programme d'avance en espèces qui, selon eux, ne pouvait pas marcher, a, au contraire, très bien marché partout dans l'Ouest, et même dans l'Ouest, et même dans notre région qui n'est pas précisément une région productrice de céréales commerciales.

Il est une autre chose que j'aimerais signaler à propos de l'agriculture, et c'est la situation des transports. Nous savons tous que c'est là le principal problème qui se pose aux agriculteurs de l'Ouest, parce qu'il nous faut bien payer pour tout ce que nous achetons et pour tout ce que nous expédions. Nous avons apprécié l'attitude du gouvernement à l'égard du pas du Nid-de-Corbeau, et je crois que nous devrions signaler au président du syndicat du blé de la Saskatchewan à cet égard, qu'il reçoit du gouvernement en sa qualité de représentant des producteurs de céréales, une

subvention considérable que les éleveurs ne reçoivent pas.

Nous espérons que la commission qui est en voie de création, et qui sera chargée d'étudier le tarif-marchandises, examinera toute la question de la péréquation du tarif-marchandises, parce que c'est là un problème essentiel à la vie économique de l'Ouest.

Je crois que cela établit clairement ce que je pense de la question. Lorsque j'ai pris la parole, lors du débat sur l'Adresse, j'ai formulé quelques observations à propos de la délégation qui doit se rendre à Ottawa. Je n'ai pas changé d'avis à cet égard. Un des quotidiens de l'Ouest a publié récemment un éditorial intitulé: "Horner est coincé". Je suis certainement dans un coin, le coin de la ferme familiale et de ceux qui considèrent l'agriculture comme une carrière et qui y consacrent tout leur temps. Voilà le coin où je veux être, et où j'ai l'intention de rester.

Avant de terminer, j'aimerais dire quelques mots de l'organisation du ministère de l'Agriculture. J'aimerais aussi féliciter le ministre de la compétence dont il a fait preuve depuis qu'il dirige ce ministère très difficile, et qu'il en surveille la réorganisation. J'aimerais en outre dire un mot au sujet de la recherche, et surtout de la médecine vétérinaire. Certains d'entre nous ne se rendent pas assez compte de l'importance de cet aspect de l'agriculture, non seulement au point de vue de la santé de nos animaux, mais aussi pour ce qui est de la santé de notre population en général.

Je n'ai qu'un sujet de plainte à cet égard, c'est que nous n'y consacrons pas assez d'argent; la Direction de la médecine vétérinaire ne dispose pas d'un personnel de chercheurs assez considérable. Je me rends compte qu'il est difficile de retenir ces spécialistes, car ils ont une formation très avancée, et l'industrie privée en attire un grand nombre. Mais c'est là un côté important de la tâche du ministère, et il exige une aide et une surveillance constantes de notre part.

Je suis particulièrement reconnaissant au ministre de l'Agriculture d'avoir fait tomber sous le coup de la loi sur les épizooties la maladie de Johnes, ou paratuberculose des animaux. Cela a déjà aidé, dans ma région, à donner un peu d'espoir en l'avenir à un agriculteur en particulier. Je suis sûr également que ses voisins sont aussi très reconnaissants au gouvernement d'avoir établi des règlements qui permettent de lutter plus efficacement contre la maladie.

Comme je l'ai déjà dit ici-même, les épizooties coûtent énormément cher au Canada. La fièvre aphteuse seule coûte aux agriculteurs près de 600 millions de dollars. Tout